

Le Brexit, dix ans après

[JEAN-MARC VITTORI \(HTTP://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=119\)](http://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=119) / Editorialiste | Le 28/06 à 07:00



Le Brexit, dix ans après

En 2026, pour ses cent ans, la reine Elisabeth II convoque des économistes afin de faire le point sur les conséquences du Brexit, voté dix ans plus tôt. Surprise : rien ne s'est passé comme prévu.

Les deux Français n'en revenaient pas. « *Pourquoi vous êtes-vous encore trompés ?* » La très vieille Anglaise posait cette question avec un air sévère, inquisiteur même. En ce 21 avril 2026, elle aurait pourtant dû avoir d'autres soucis en tête. C'était le jour où Elisabeth avait cent ans, et la planète entière semblait fêter cet événement. Mais, pour la reine, ce n'était pas son premier anniversaire. Même la célébration des décennies semblait faire désormais partie de la routine. Elle savait qu'elle devrait passer la journée à Windsor, aller à la messe, entamer un énorme gâteau, supporter les cris de ses arrière-petits-

enfants, heureusement atténués par la raréfaction des cellules ciliées dans ses oreilles internes. Ce jour-là, elle avait eu envie de quelque chose de vraiment différent. De comprendre quelque chose d'important.

Voilà pourquoi Elisabeth II avait décidé de convier à l'heure du thé la dirigeante du département d'économie de la prestigieuse London School of Economics, une Française encore jeune, et le directeur de l'Ecole d'économie de Paris, lui aussi français, pour ne pas avoir un seul son de cloche. L'une et l'autre n'en dormaient pas depuis trois jours, se demandant pourquoi la centenaire voulait les voir. « *Pourquoi vous êtes-vous encore trompés ?* » Les deux économistes se souvinrent que la reine avait posé une question voisine près de deux décennies plus tôt, juste après la faillite de la banque Lehman Brothers, en inaugurant un nouveau bâtiment de la LSE. « *Pourquoi personne n'a rien vu venir ?* », avait demandé la reine à l'Espagnol Luis Garicano, qui dirigeait alors le département de management de la célèbre école. Ils ignoraient que la reine avait alors commencé à s'intéresser sérieusement à l'économie. Si elle n'était qu'une enfant au moment de la Grande Dépression des années 1930, elle avait été choquée par la Grande Récession de 2009. Passe encore que son patrimoine ait perdu alors le quart de sa valeur (il lui restait de quoi vivre). Mais avaient alors disparu des fournisseurs ancestraux de Sa Très Gracieuse Majesté, comme le couturier Hardy Amies ou le fabricant de porcelaine Royal Worcester.

La reine d'Angleterre s'était donc beaucoup inquiétée à l'approche du fameux référendum sur le Brexit, en 2016. Des centaines d'économistes avaient alors signé des pétitions annonçant un sort funeste à l'économie du pays si jamais les électeurs décidaient que le Royaume-Uni devait sortir de l'Union européenne. Elisabeth avait pris une coûteuse couverture sur ses actions britanniques, qui constituaient l'essentiel de ses avoirs. Elle s'était aussi fait un sang d'encre pour ses sujets, ce qui n'est guère recommandé pour une nonagénaire. Mais tout cela avait été totalement superflu. Après une contraction brève et violente en 2017-2018, l'économie était repartie de plus belle dans un mouvement baptisé ensuite « *le miracle britannique* ». Les cinq ressorts en sont désormais bien connus : forte dévaluation de la livre sterling, relocalisation soutenue d'activités avec l'essor de l'impression en 3D, émergence rapide de géants anglais des biotech, boom touristique et agricole suite à l'accélération du réchauffement climatique et, enfin, nouvel essor de la City, où le départ de quelques activités vers le continent fut insignifiant à côté de la ruée de financiers américains dégoûtés par le matraquage fiscal et réglementaire pratiqué aux Etats-Unis sous les administrations Clinton puis Trump.

Devant le silence stupéfait de ses deux invités, la « Queen » revint à la charge. En 1992 déjà, rappela-t-elle, les économistes avaient prédit le pire quand son royaume était sorti du serpent monétaire, alors que ledit royaume en avait été requinqué. En 2008, quand le pire s'est produit, ils n'avaient rien prédit. Et vice versa en 2016. Les économistes, lança-t-elle

en guise de provocation, seraient-ils plus médiocres que les météorologistes, qui ont fait de gros progrès ces dernières décennies, et que les sondeurs britanniques, qui n'en ont fait aucun ? Un réassureur lui avait d'ailleurs expliqué qu'il était bien plus facile de prévoir les dégâts d'un tremblement de terre que ceux d'un Brexit. Un Nobel d'économie dans ses âges, Robert Solow, soutenait que la prévision était un art trop compliqué pour les économistes.

Les responsables des « schools of economics » étaient rouge pivoine. Ils bafouillèrent que les économies budgétaires induites par la sortie de l'Union avaient été bien inférieures aux promesses des partisans du Brexit, comme l'avaient prédit une grande majorité des économistes. Qu'eux deux n'avaient personnellement pas signé de pétitions et qu'ils n'étaient pas responsables de leurs collègues. Que la sortie de l'Ecosse et de l'Irlande du Nord d'un royaume désormais désuni relevait de la science politique, et non de la science économique. Que leurs meilleurs chercheurs travaillaient depuis des années sur l'économie comportementale, l'histoire économique, la théorie de l'innovation et non plus sur d'improbables modèles de prévision. La vieille dame les prit en pitié. Elle les remercia pour les positions des économistes exprimées dix ans plus tôt, tellement hostiles au Brexit qu'ils avaient convaincu les Britanniques que c'était le bon choix. Elle pensa aussi très fort que ces gens avaient confondu convictions personnelles et travaux professionnels. La reine n'ayant aucun pouvoir, tout cela n'était pas bien grave. Mais l'écho de cette conversation amena tout de même les pouvoirs publics et les sponsors privés à sabrer sauvagement les subsides versés à la prévision économique, au Royaume-Uni, en France et ailleurs. Malgré d'immenses efforts fournis à titre gracieux, aucun économiste ne parvint jamais à prouver que le monde s'en porta plus mal.

Jean-Marc Vittori

[@jmvittori \(https://twitter.com/jmvittori\)](https://twitter.com/jmvittori)

Suivre

(javascript:void(0):)